



Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2888>

On ne lâche rien

- En lutte -



Date de mise en ligne : mardi 2 juillet 2019

L'École Émancipée

En ce début d'été, considérant sa politique comme légitime (alors que 80 % des votant-es aux Européennes ont en fait voté contre), le gouvernement et son premier ministre pensent solder les derniers mois de mobilisations sociales en lançant l'acte II du quinquennat Macron tout en visant l'échéance politique des élections municipales.

Ces dernières semaines, des salarié-es de Whirlpool, de General Electric et d'Ascoval luttent contre les plans sociaux. À Radio France, les personnels en grève s'opposent à un plan d'économies drastiques. De très fortes mobilisations aux urgences hospitalières font éclater la situation d'extrême gravité du service public de la santé. À la SNCF, des cheminot-es précarisé-es et mis-es en souffrance continuent la bataille contre les suppressions de postes dictées par les objectifs de rendements financiers. Les mobilisations vivaces, en particulier en cette fin d'année scolaire (avec pour la première fois, des enseignant-es faisant massivement grève le jour du bac), contre « l'école de la confiance » et ses réformes ont contraint Blanquer à quelques reculades. Mais son projet d'école libérale reste négatif pour le système éducatif.

Le gouvernement répond par la brutalité et l'intensification des réformes à la profonde crise sociale que le mouvement des Gilets jaunes a inscrite dans la durée. Ce travail de sape des mécanismes de solidarité et de redistribution se traduit par des régressions concernant les droits à l'assurance chômage, à la protection sociale et la sécu. Les retraites seront également reformatées au néo libéralisme.

Le projet de loi de réforme de la Fonction publique est au centre de ce détricotage de l'État social. Comment garantir le respect de l'intérêt général, la pérennité des missions, un accès effectif pour toutes et tous aux services publics, alors que le projet du gouvernement promeut la précarisation par l'emploi contractuel, le contrat de projet, les ruptures conventionnelles voire le transfert au privé des personnels de missions externalisées ?

Comment garantir la lutte contre les inégalités territoriales et sociales quand des pans entiers de services publics seront transférés au privé ? Ce projet est la boîte à outils qui va permettre le détricotage des missions de services publics et des statuts et atteindre au coeur le principe même du service public.

La consultation populaire pour un référendum contre la privatisation d'ADP est une opportunité pour reposer cette question du service public. Conserver ADP dans le giron public, c'est permettre aux citoyen-nés de décider de l'avenir de cette infrastructure, de sa reconversion dans le cadre de la transition écologique. Le vendre au privé... on connaît la suite.

Ne pas se résigner donc. Les luttes à mener pied à pied, et à faire converger dans une perspective de transformation sociale, ne manquent pas. D'ores et déjà, pour ne pas laisser la place aux traditionnels et attendus mauvais coups de l'été, mettons à profit cette période pour nous prescrire collectivement un « devoir de vacances » : signer, faire signer autour de nous la consultation ADP.

Pour un été mobilisé, pour une rentrée qui ne lâche rien !

Denis THOMAS